

## POSTE ACADÉMIQUE INTÉrimAIRE À TEMPS PARTIEL EN DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

(CORRESPONDANT A 1,5/10 DE TEMPS PLEIN, SOIT UN FORFAIT HORAIRE DE 45 H/AN)

FACULTÉ DE DROIT ET DE CRIMINOLOGIE

Référence : 2024/A039

Date limite du dépôt des candidatures : 20/05/2024

Date d'entrée en fonction prévue le : 01/10/2024

### Descriptif du poste

La Faculté de droit et de criminologie de l'ULB ouvre à titre intérimaire, pour l'année académique 2024-2025, un mandat de maître de conférences à 15%, en vue de dispenser le cours de « Droit public économique » (DROI-C5016). Ce cours comporte un volume horaire de 36 heures et il est enseigné en français.

Le ou la titulaire pourra aussi être appelé.e à encadrer ou évaluer des travaux de fin d'études, au sein du master en droit. Il/elle sera rattaché.e au Centre de droit public et social de l'ULB (CDPS - site internet accessible ici : <https://droit-public-et-social.ulb.be/>) et il/elle sera invité.e à participer aux activités organisées par le Centre.

### Objectifs pédagogiques et scientifiques :

L'enseignement à prodiguer fait partie des cours à option offerts dans le cadre du master en droit organisé par la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB.

Le cours « Droit public économique » doit permettre aux étudiants de comprendre quels sont les instruments juridiques mobilisés par les pouvoirs publics en Belgique pour assurer le bon fonctionnement du système économique et pour intervenir dans celui-ci.

Le choix des thèmes exacts à couvrir, des objectifs pédagogiques à poursuivre et des méthodes déployées pour les atteindre sont laissées à la liberté de l'enseignant.e, qui est amené.e à les expliciter dans son projet d'enseignement. Comme il s'agit d'un enseignement à option de Master, la méthode d'enseignement doit être interactive.

Cours repris dans la charge au moment du recrutement :  
DROIC5016 – Droit public économique (Th. 36h)

### Titre requis

Docteur à thèse en sciences juridiques.

## Compétences requises

- Une connaissance du droit public économique et des publications scientifiques de qualité en droit public belge
- Un niveau de français permettant d'enseigner dans cette langue, attesté par tout moyen (au minimum B2 au moment de l'engagement).
- Les éléments suivants constituent des atouts :
  - Une expérience pédagogique préalable à l'université ou en Haute école
  - Une expérience de la pratique du droit public économique
  - Des compétences dans une autre discipline pertinente, par exemple en économie
- Sera également valorisée l'aptitude à s'intégrer dans l'équipe des enseignant.e.s et des chercheurs.ses en droit public de l'ULB.

## Intéressé·e ?

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de M. Emmanuel Slautsky (téléphone : +32 2 650.66.48 – courriel : [emmanuel.slautsky@ulb.be](mailto:emmanuel.slautsky@ulb.be))

Le dossier de candidature doit être transmis sous format électronique, via l'envoi d'un mail unique adressé au Rectorat de l'Université libre de Bruxelles (à l'adresse [rectrice@ulb.be](mailto:rectrice@ulb.be)) et au Décanat de la Faculté à l'adresse suivante : <https://droitintra.ulb.ac.be/FormulaireCandidature.php>

Il contiendra les pièces suivantes :

- une lettre de motivation
- un *Curriculum vitae* :  
*si vous le souhaitez un formulaire type peut être complété via le site internet : <https://www.ulb.be/fr/documents-officiels/compléter-votre-cv-en-ligne>. Une fois complété, celui-ci doit être téléchargé et joint au dossier de candidature.*
- un dossier d'enseignement comprenant un rapport de 7000 signes (ou 4 pages) environ sur les activités d'enseignement antérieures et un projet d'enseignement pour le mandat, qui s'intègre de manière cohérente dans la vision de l'entité de rattachement et dans les profils d'enseignements des filières de formation auxquelles le candidat devra contribuer
- les noms et adresses mail de contact de cinq personnes de référence susceptibles d'être contactées par les organes chargés d'évaluer les dossiers, en veillant à l'équilibre des genres. Ces personnes ne peuvent être en conflit d'intérêt en raison de liens familiaux ou affectifs.

## Politique d'égalité des chances

La politique de gestion du personnel de l'ULB est axée sur la diversité et l'égalité des chances.

Nous recrutons les candidat·es en fonction de leurs compétences, indépendamment de leur âge, leur genre, leur orientation sexuelle, leur origine, leur nationalité, leurs convictions, leur handicap, etc.

Vous souhaitez bénéficier d'aménagements raisonnables dans le cadre de la procédure de sélection en raison d'un handicap, d'un trouble ou d'une maladie ? N'hésitez pas à prendre contact avec Marie Botty

([marie.botty@ulb.be](mailto:marie.botty@ulb.be)), notre personne de contact en charge des aspects de diversité pour le personnel enseignant et scientifique. Soyez assuré-e de la confidentialité de cette information.

Plus de détails sur les politiques de genre et de diversité sont disponibles sur <https://www.ulb.be/fr/l-ulb-s-engage/diversites>.

Vous trouverez l'ensemble des dispositions relatives aux carrières du corps académique sur notre site à l'adresse <http://www.ulb.ac.be/emploi/academique.html>.